

D^r MOURAD PREURE, EXPERT

«Le pétrole finira l'année entre

Le D^r Mourad Preure vient de participer au sommet pétrolier de Paris. Il est aussi membre du Paris Energy Club qui vient de se réunir. Nous l'avons approché pour nous parler du climat général dans lequel baigne l'industrie pétrolière, les évolutions en cours et à plus long terme, et surtout quels impacts pour notre pays, quels enjeux, quels challenges cela induit pour nous. Sur l'échec de la dernière rencontre de l'Opec à Doha, l'expert explique qu'il est «significatif non pas d'une simple divergence d'intérêts entre producteurs, mais surtout d'une géopolitique régionale complexe...»

Le Soir d'Algérie : Quelles sont les grandes évolutions de la scène énergétique mondiale ? Fondamentalement, à quel enjeu devra faire face le marché pétrolier mondial et pour ce faire quels changements devront l'y préparer ? Une bataille des prix plus dure ? Une industrie pétrolière plus conséquente ?...

Mourad Preure : Comme me le disait un expert lors du sommet pétrolier de Paris, «c'est la soupe à la grimace». L'industrie pétrolière est en grande souffrance. Encore hier, le premier groupe pétrolier mondial, ExxonMobil a été déclassé par Standard & Poors et vient de perdre son triple A. Total annonce d'inquiétantes réductions de coûts. Les coupes dans les budgets d'investissement n'ont jamais été aussi fortes. Alors que l'investissement dans l'exploration-production a atteint un pic historique de 721 milliards de dollars en 2013, il a dégringolé depuis de 25% en 2015 et devrait encore baisser de plus de 22% en 2016. Le nombre de puits en activité aux Etats-Unis est passé de 1 600 à 500 puits. Il est vrai que les gains de productivité ont été exceptionnels, les coûts de production aux Etats-Unis ont baissés selon les cas entre 20 et 40% du fait du progrès technique mais aussi de la forte pression sur les sociétés de service qui tirent la langue aujourd'hui.

Les politiques drastiques de baisse des coûts ne prémunissent pas nombre d'entre-elles des risques de faillite. Les gains de coût de production pour les hydrocarbures seront de plus en plus difficiles, le progrès technique sera fortement sollicité encore, et plus encore à l'avenir, alors que les gisements vieillissent, les découvertes sont de plus en plus petites et géologiquement complexes et sont de plus en plus consommateurs de technologie et de capitaux. Donc l'industrie pétrolière est en grande souffrance. La guerre des prix expose cette industrie aux pires scénarios. Je veux parler des retards de développement qui s'en ressentiront sur les capacités de production futures, alors même que la demande subit un accident dans sa courbe historique, une anomalie dans sa croissance. En effet, le ralentissement de la demande ces dernières années ne peut être considéré comme structurel, du moins pour la zone hors OCDE qui tire la croissance de la demande et la tirera à hauteur de 80% les trente prochaines années. Les pays émergents partent de très bas. Alors que le pétrole représente plus de 80% dans la demande du secteur des transports, 11 Indiens sur mille et 27 Chinois sur mille ont une automobile contre 721 Américains sur mille et, en moyenne, 500 Européens sur mille. Quand bien même la demande énergétique, et notamment pétrolière de l'OCDE décline structurellement, le modèle de consommation énergétique occidental n'est pas généralisable à la planète, ni soutenable sur le plan environnemental. Le centre de gravité de la croissance mondiale et de la croissance énergétique s'est définitivement déplacé vers les pays émergents. Et contre cela, personne n'y peut rien. Ainsi, la baisse des investissements due à la chute des prix provoquera un déficit d'offre qui surviendra très probablement à la fin de la décennie et engendrera un choc très violent, dû à l'effet de ciseau entre la courbe d'offre et de demande. La géopolitique mondiale en sera puissamment affectée. Cela



Pour Mourad Preure la solidarité entre pays producteur doit prendre une forme nouvelle.

explique les convulsions présentes car les grands acteurs, principalement les Etats-Unis, la Russie et la Chine, se préparent aux confrontations futures. Le thème même du sommet pétrolier de Paris «How to restore the profitability of the oil industry in the current environment of cost and prices» est en lui-même tout un message !

Une question importante pour l'industrie pétrolière : la situation de l'économie mondiale, particulièrement précaire. Le ralentissement de la croissance mondiale, fait inédit, n'a pas été enrayé par un faible coût de l'énergie. Les grandes mutations en cours dans les pays émergents, dont la

qu'il détaille longuement. Quant au devenir de l'OPEP, son sentiment est qu'«aujourd'hui la bataille autour des prix pétroliers s'est déplacée vers une bataille autour des performances des acteurs pétroliers». Et justement, lorsque nous l'interrogeons sur les enjeux pour l'Algérie en cette période d'incertitudes, il a eu cette réponse : «... Nous ne devons plus nous considérer comme une source exportatrice, mais comme un acteur énergétique qui doit tirer avantage des transformations en cours pour renforcer sa position concurrentielle dans le monde...» Et il explique comment.

2014, alors que la demande reste encore dans un sentier de croissance faible, insuffisant pour soutenir un développement harmonieux de l'industrie pétrolière. Aujourd'hui, l'excédent d'offre par rapport à la demande est de 1,5 mbj.

On estime qu'au second semestre cet excédent sera réduit à quelque 200 000 à 300 000 bj. L'Opec et l'AIE convergent avec le consensus des experts pour anticiper un rééquilibrage du marché fin 2016. Je pense que la réunion de l'Opec prévue en juin pourrait prendre acte de ce rééquilibrage et amorcer un changement de politique de cette organisation.

Aujourd'hui, l'excédent d'offre par rapport à la demande est de 1,5 mbj. On estime qu'au second semestre cet excédent sera réduit à quelque 200 000 à 300 000 bj. L'Opec et l'AIE convergent avec le consensus des experts pour anticiper un rééquilibrage du marché fin 2016.

Chine qui passe d'un modèle de croissance tiré par les exportations vers un modèle de croissance tiré par la demande interne ont eu un impact déflagrant sur le reste de l'économie mondiale encore convalescente de la crise de 2008 et qui n'en a toujours pas traité les causes structurantes : une économie mondiale formée d'économies fortement interdépendantes, où la sphère financière a assujéti l'économie réelle, lui imposant sa logique spéculative de très court terme, alors que l'économie réelle est gouvernée par des règles de long terme, accentuées par le raccourcissement du cycle du produit et l'influence grandissante du progrès technique. Cela, dans un contexte où émerge un monde multipolaire qui remet en cause en profondeur le leadership américain et où les convulsions géopolitiques qui en sont en même temps la cause et l'effet engendrent une évolution chaotique, avec une accélération du changement, une forte imprévisibilité et un jeu d'acteurs de plus en plus agressif. J'y reviendrai plus loin. Il faut replacer dans ce cadre la stratégie saoudienne et les conséquences malheureuses qu'elle induit. Les prix ont atteint leur plus bas niveau depuis 2012. Ils ont baissé de 60% depuis

Reste à trouver un équilibre entre des pays importants qui produisent en deçà de leurs capacités et surtout de leurs besoins de financement. Cette réunion sera un bon indicateur pour le marché. Elle sera surtout une échéance cruciale pour l'Opec où le partage des sacrifices, vieux démon, risque de remettre en cause tous les consensus qui ont fait la force de cette organisation.

Qu'est-ce qui, aujourd'hui, fait que les énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse...) que beaucoup s'accordent à qualifier d'énergie de l'avenir eu égard à la raréfaction des ressources fossiles et aux préoccupations écologiques, soient aussi peu présentes dans les utilisations énergétiques ? Leurs coûts ? La technologie non encore totalement maîtrisée ?...

Les énergies renouvelables connaîtront un fort essor à l'avenir. Elles ne dépassent pas néanmoins jusqu'à l'horizon 2040 14% de la consommation mondiale d'énergie contre près de 56% pour les hydrocarbures. Les hydrocarbures resteront encore la source d'énergie majeure, le pétrole à peu près le tiers de la demande mondiale et le gaz tendant vers le quart de la demande d'ici

**Entretien réalisé par
Khedidja Baba-Ahmed**

2040 puis tendant vers la parité avec le pétrole, autour de 30% chacun. Ceci alors que nous sommes dans le peak oil qui prend la forme d'un plateau ondulé où le progrès technique porte à chaque fois l'offre au niveau de la demande. Les énergies fossiles, pétrole, gaz et charbon représentent 80% de la consommation d'énergie. Leur part tendra à baisser d'ici la mi-siècle, où le relais sera pris par les renouvelables, mais surtout par le nucléaire avec les réacteurs de quatrième génération, les sugénérateurs. De fait, les renouvelables représentent un potentiel important mais encore coûteux. Notre pays dispose d'un ensoleillement exceptionnel et aussi de ressources en gaz qui rendent possible une véritable dynamique de transition énergétique menée par des centrales hybrides solaires/gaz, où le coût du kilowattheure est le plus compétitif. Le progrès technique va faire évoluer favorablement l'économie des renouvelables. Nous devons, et nous avons les moyens, de devenir un acteur majeur dans ces challenges, à condition de les considérer d'abord comme des challenges industriels qui seront portés par nos entreprises publiques et privées, nos universités et notre recherche. L'Etat doit jouer le rôle de chef d'orchestre et encourager le développement des renouvelables qui doivent dominer à terme notre bilan énergétique. Nous en avons les moyens, nous sommes surtout mis en demeure de le faire car le dynamisme de notre demande, qui sera amplifié par notre développement industriel, ne trouvera pas de ressources fossiles pour le satisfaire, sauf à renoncer à exporter.

Nous devons aussi nous investir dans les réseaux distribués de type smart grid car si 50% des Algériens produisaient 20% de leur électricité, c'est 10% de la consommation d'économisé et autant de volumes de gaz exportables pour défendre nos parts de marché. Nous devons nous inscrire dans la 3^e révolution industrielle qui verra une convergence entre internet et les renouvelables. Il s'agit plus que d'une coquetterie, il s'agit de notre destin énergétique et industriel qui peut être celui d'un leader avec des champions industriels et technologiques et dans leur sillage un essaim de PME et d'universités de référence dans ces technologies du futur.

Evoquant, très récemment l'échec de la rencontre Opec+4 pays non membres, vous considérez que les «... graves différends d'ordre géopolitique entre l'Iran et l'Arabie Saoudite expliquent l'issue de cette rencontre...» Ces différends n'étant pas conjoncturels, peut-on tout de même espérer que la prochaine réunion de l'Opec (juin 2016 à Vienne) puisse parvenir à un accord ?

La révolution des pétroles de schiste a fait perdre 2 mbj de parts de marché, ce qui a été perçu comme un signal fort suffisant pour qu'à la réunion de novembre 2014, alors que les prix étaient déjà engagés dans une spirale baissière du fait des surproductions des huiles de schiste américains et de l'Opec, pour que celle-ci rompe avec la ligne de défense des prix et s'engage dans l'aventure de la guerre des prix dont nous mesurons les conséquences aujourd'hui.

Photo : DR